

Arrêt

n° 351 052 du 30 juillet 2026
dans l'affaire X / V.

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître R. BOMBOIRE
Rue des Déportés 82
4800 VERVIERS

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT DE LA Ve CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 22 novembre 2025 par X, qui déclare être de nationalité angolaise, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 20 octobre 2025.

Vu l'article 51/4, ancien, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 »).

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 29 janvier 2026 prise en application de l'article 39/73 de la loi précitée.

Vu la demande d'être entendu du 30 janvier 2026.

Vu l'ordonnance du 19 mars 2026 convoquant les parties à l'audience du 10 avril 2026.

Entendu, en son rapport, J.-F. HAYEZ, président de chambre.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me A. HAEGEMAN *loco* Me R. BOMBOIRE, avocats.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

A. Remarques préalables concernant le cadre législatif applicable

1. Le présent arrêt intervient alors que les instruments législatifs régissant la matière de la protection internationale sont en pleine modification. Le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le « Conseil ») estime dès lors nécessaire de clarifier dès à présent les instruments et références législatifs pertinents en l'espèce.

La protection internationale est substantiellement impactée par l'entrée en vigueur de divers instruments législatifs constituant le « Pacte migratoire européen ». Parmi ces instruments, figurent notamment :

- le Règlement 2024/1347/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les

personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire et au contenu de cette protection, modifiant la directive 2003/109/CE du Conseil et abrogeant la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil (ci-après dénommé le « Règlement Qualification ») ;

- le Règlement 2024/1348/UE du Parlement européen et du Conseil du 14 mai 2024 instituant une procédure commune en matière de protection internationale dans l'Union et abrogeant la directive 2013/32/UE (ci-après dénommé le « Règlement Procédure »).

Le Règlement Qualification, en son article 42, « *Entrée en vigueur et mise en application* », prévoit ce qui suit : « *Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne. Le présent règlement est applicable à partir du 12 juin 2026. Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans les États membres conformément aux traités* ».

Aucune mesure transitoire n'ayant été prévue, le Règlement Qualification s'applique en l'espèce.

Le Règlement Procédure prévoit, de son côté, en son article 79 « *Entrée en vigueur et application* », qu'il « *s'applique à la procédure d'octroi d'une protection internationale en ce qui concerne les demandes introduites à partir du 12 juin 2026* » et que « *[l]es demandes de protection internationale introduites avant cette date sont régies par la directive 2013/32/UE* ».

En l'espèce, la demande de protection internationale du requérant ayant été introduite le 18 septembre 2023, ce Règlement n'est pas applicable à la présente procédure : les dispositions de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte), transposées en droit belge, restent d'application.

Par ailleurs, afin de permettre la mise en œuvre du Pacte, certaines dispositions de la loi du 15 décembre 1980 ont été abrogées, tandis que d'autres ont été modifiées par la loi du 16 juin 2026 modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de la mise en œuvre du Pacte sur la migration et l'asile de l'Union européenne (ci-après dénommée la « loi du 16 juin 2026 »).

Cette loi est entrée en vigueur le 19 juin 2026 de sorte qu'il convient d'appliquer dès à présent la loi du 15 décembre 1980 telle que modifiée.

Enfin, il convient également de tenir compte de la loi du 17 juin 2026 relative au Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommée la « loi CCE »), elle aussi entrée en vigueur le 19 juin 2026, qui est venue modifier certaines règles organiques et de procédure applicables devant le Conseil et dont l'article 5.11 dispose que « *les dispositions de la présente loi s'appliquent : à tous les recours introduits auprès du Conseil à dater de la date d'entrée en vigueur de la présente loi ; et à tous les recours encore pendants devant le Conseil au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, pour les étapes de la procédure qui ne sont pas encore terminées ; sous réserve des dispositions dérogatoires visées au présent titre* ».

A cet égard, l'article 5.12, §3 de la même loi dispose : « *Pour tous les recours pendants devant le Conseil à la date d'entrée en vigueur de la présente loi et pour lesquels une audience a déjà été fixée en application de l'article 39/74 de la loi du 15 décembre 1980 ou pour lesquels une procédure au sens de l'article 39/73, 39/73-2 ou 39/73-3 de ladite loi est déjà appliquée, la procédure se déroule conformément aux dispositions qui étaient applicables avant l'entrée en vigueur de la présente loi (...)* ».

En l'espèce s'agissant d'un dossier fixé en audience avant l'entrée en vigueur de la loi CCE, son examen doit se poursuivre selon les anciennes règles de procédure.

2. Par ailleurs, en ce qui concerne les conditions pour se voir reconnaître la qualité de réfugié ou pour se voir octroyer le statut de protection subsidiaire, le Conseil entend mettre en évidence ce qui suit :

2.1. L'ancien article 48/3, § 1^{er} de la loi du 15 décembre 1980, qui transposait la directive 2011/95/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 13 décembre 2011 concernant les normes relatives aux conditions que doivent remplir les ressortissants des pays tiers ou les apatrides pour pouvoir bénéficier d'une protection internationale, à un statut uniforme pour les réfugiés ou les personnes pouvant bénéficier de la protection subsidiaire, et au contenu de cette protection (refonte), disposait : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Cet article 1er de la Convention de Genève précise, pour sa part, que le terme de « *réfugié* »

s'applique à toute personne qui, « craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays; ou qui, si elle n'a pas de nationalité et se trouve hors du pays dans lequel elle avait sa résidence habituelle, ne peut ou, en raison de ladite crainte, ne veut y retourner ».

Désormais, l'article 3, 5) du Règlement Qualification susmentionné, définit le terme « réfugié » comme suit *« tout ressortissant de pays tiers qui, parce qu'il craint avec raison d'être persécuté du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de ses opinions politiques ou de son appartenance à un certain groupe social, se trouve hors du pays dont il a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays, ou tout apatride qui, se trouvant pour les mêmes raisons que celles décrites hors du pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut y retourner et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 12 ».*

Il en résulte que l'article 3, points 1) et 5), du Règlement Qualification, ne modifie en rien les conditions matérielles pour être reconnu réfugié, celle-ci étant restées les mêmes.

2.2. De même, l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 disposait comme suit :

« § 1er. Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4.

§ 2. Sont considérées comme atteintes graves:

- a) la peine de mort ou l'exécution;*
- b) ou la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine;*
- c) ou les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

Cet article était la transposition des articles 2, f, et 15 de la directive 2011/95/UE (anciennement 2, e, et 15 de la directive 2004/83/CE du Conseil de l'Union européenne du 29 avril 2004).

Désormais, l'article 3, point 6) du Règlement Qualification définit les termes « *personne pouvant bénéficier de la protection subsidiaire* » comme suit : *« tout ressortissant de pays tiers ou tout apatride qui ne peut être considéré comme un réfugié, mais pour lequel il y a des motifs sérieux et avérés de croire que cette personne, si elle était renvoyée dans son pays d'origine ou, dans le cas d'un apatride, dans le pays dans lequel il avait sa résidence habituelle, courrait un risque réel de subir les atteintes graves définies à l'article 15, et qui n'entre pas dans le champ d'application de l'article 17, paragraphes 1 et 2, et qui ne peut ou, du fait de ce risque, ne veut se prévaloir de la protection de ce pays ».*

L'article 15 du même Règlement indique: *« Les atteintes graves au sens de l'article 3, paragraphe 6 sont:*

- a) la peine de mort ou l'exécution;*
- b) la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants infligés à un demandeur dans son pays d'origine; ou*
- c) des menaces graves et individuelles contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international ».*

Il apparaît ainsi que l'article 3, points 2) et 6), du Règlement Qualification, lu conjointement avec l'article 15 du même Règlement, énonce les mêmes conditions que celles de l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 pour bénéficier de la protection subsidiaire.

B. L'appréciation du Conseil

3. Le Conseil constate l'absence de la partie défenderesse à l'audience.

En l'espèce, l'ancien article 39/59, § 2, de la loi du 15 décembre 1980, dispose comme suit :

« Toutes les parties comparaissent ou sont représentées à l'audience.

Lorsque la partie requérante ne comparaît pas, ni n'est représentée, la requête est rejetée. Les autres parties qui ne comparaissent ni ne sont représentées sont censées acquiescer à la demande ou au recours. [...] ».

Cette disposition ne contraint pas le juge, qui constate le défaut de la partie défenderesse à l'audience, à accueillir toute demande ou tout recours (en ce sens : C.E. (11e ch.), 17 mars 2011, E. Y. A., inéd., n° 212.095). L'acquiescement présumé dans le chef de la partie concernée ne suffit en effet pas à établir le bienfondé même de la demande de protection internationale de la partie requérante. Il ne saurait pas davantage lier le Conseil dans l'exercice de la compétence de pleine juridiction que lui confère à cet égard l'ancien article 39/2, § 1^{er}, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980. Il en résulte que, comme tel, le refus de la partie défenderesse de comparaître à l'audience ne peut être sanctionné par le Conseil, auquel il incombe de se prononcer sur le bienfondé de la demande de protection internationale de la partie requérante, en se basant à cet effet sur tous les éléments du dossier qui lui sont communiqués par les parties, sans être tenu par les motifs de l'ordonnance prise sur la base de l'ancien article 39/73 précité.

Il n'en demeure pas moins que l'ancien article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 ne dispense pas la partie défenderesse de comparaître à l'audience, quand bien même elle n'aurait pas elle-même demandé à être entendue, audience au cours de laquelle elle pourrait notamment être amenée à fournir au Conseil des éclaircissements rendus nécessaires par la tournure des débats ou à répliquer aux éléments nouveaux invoqués par la partie requérante conformément à l'ancien article 39/76, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 décembre 1980. Dans la mesure où ce refus de comparaître empêcherait le Conseil, qui ne dispose d'aucun pouvoir d'instruction, de se prononcer en toute connaissance de cause, le Conseil n'aurait alors d'autre choix que d'annuler la décision attaquée.

4. Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée la « Commissaire générale »), qui résume les faits de la cause comme suit :

« A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous êtes de nationalité angolaise, d'ethnie bantou et de religion chrétienne. Née le [...] 1963 à Cumba, vous êtes mère de trois enfants – votre cadet est au Congo, [B.] est à Luanda et [E.] est à Benguele.

En 1996, vous vous mettez en couple avec [C. A. M.], un colonel.

En 1997, il part vivre à Mbanza-Congo avec sa nouvelle compagne.

De la guerre à 2016, vous vivez à Soho dans la maison de votre ancien compagnon.

Votre ancien compagnon veut que vous quittiez sa maison de Soho et y vient souvent rendre visite à votre fils où vous viviez.

De 2016 au 28 juin 2023, vous vivez à Luanda, quartier Kamama, dans la maison de votre ancien compagnon, avec votre fils cadet. Votre ancien compagnon vient souvent rendre visite à votre fils où vous vivez.

A peu près vers 2018, votre ancien compagnon vous menace et veut que vous quittiez sa maison de Luanda. Vous lui demandez pour vendre la maison ce qu'il refuse. Il vous accuse ensuite de sorcellerie.

Le 10 mars 2021, vous obtenez un passeport à votre nom auprès des autorités angolaises.

Le 4 avril 2023, vous vous rendez aux funérailles d'un parent de votre ancien compagnon, le colonel [A. C.]. Un greffier vous insulte de sorcière. Votre ancien compagnon commence à crier, sort son arme et menace de vous tuer. Les gens l'attrapent et vous partez chez madame [E.] à Luanda, quartier Viana jusqu'à votre départ du pays.

Le 9 mai 2023, vous obtenez un visa Schengen pour le Portugal grâce à l'aide de votre fils cadet, valable du 9 mai au 22 juin 2023.

Le 28 juin 2023, vous quittez le pays par avion, légalement, à destination du Portugal où vous arrivez le lendemain et restez chez une amie. Vous arrivez ensuite en Belgique le 15 septembre 2023.

Peu après votre départ ou deux ans après, votre cadet part au Congo.

Le 18 septembre 2023, vous introduisez une demande de protection internationale auprès de l'Office des étrangers.

Depuis votre départ du pays, vous êtes en contact avec votre fils [E.], votre fils cadet et des frères de l'église qui ne vous donnent pas d'information relative à votre situation au pays.

En cas de retour, vous invoquez craindre votre ancien compagnon. »

5. Dans le cadre de son recours introduit devant le Conseil, la partie requérante reproduit in *extenso* le résumé des faits figurant dans l'acte attaqué¹.

6. A l'appui de sa demande de protection internationale, la requérante invoque une crainte à l'égard de son ancien compagnon qui l'a menacée de mort et qui l'accuse de sorcellerie.

7. La partie défenderesse rejette la demande de protection internationale de la partie requérante pour différents motifs tenant principalement à l'absence de crédibilité des faits invoqués.

En particulier, elle relève le fait que la requérante ne dépose aucun document pouvant attester certains des faits invoqués, qu'il s'agisse de documents attestant de sa relation avec son ancien compagnon, de sa profession de colonel, des menaces et recherches supposément lancées à son encontre, de sa volonté de la voir quitter ses propriétés, du fait qu'il s'est remis en couple, des accusations de sorcellerie qui pèsent sur elle, de sa période de cachette chez E., ou encore de la situation actuelle de son fils cadet.

La partie défenderesse estime ensuite que les nombreuses contradictions et omissions relevées dans ses déclarations successives portent gravement atteinte à la crédibilité de son récit, de même que son peu d'empressement à quitter le pays.

Elle considère que d'autres éléments permettent de conclure que la requérante n'éprouve aucune crainte à l'égard de son ancien compagnon. Ainsi, elle n'est nullement convaincue par le profil de colonel de son ancien compagnon. Elle relève que la requérante ne connaît ni son grade ni ses tâches en tant que colonel ou directeur des informations. La partie défenderesse estime également que le comportement que la requérante prête à son compagnon n'est nullement cohérent et totalement disproportionné, de même que les menaces et recherches supposément lancées à son encontre. Elle relève enfin que la requérante a quitté son pays légalement, sans rencontrer la moindre difficulté, en juin 2023.

Enfin, la partie défenderesse considère que les accusations de sorcellerie prétendument portées à l'encontre de la requérante ne sont pas non plus crédibles et que les documents déposés ne permettent nullement d'inverser le sens de la présente décision.

8. En conséquence, elle considère que la partie requérante n'a pas avancé d'éléments suffisants pour permettre de considérer qu'il existe, dans son chef, une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés ou des motifs sérieux et avérés indiquant qu'elle encourt un risque réel de subir les atteintes graves telles que définies à l'ancien article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980².

9. Dans son recours, la partie requérante conteste la motivation de la décision attaquée en invoquant la violation des anciens articles 48/3, 48/4, 48/7, et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991.³

10. La partie requérante conteste la pertinence des motifs de la décision et fait valoir les éléments suivants :

- le récit de la requérante repose sur des faits pour lesquels il est difficile de produire des preuves documentaires ;
- les conditions dans lesquelles le questionnaire du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides est complété ne sont pas les mêmes que celles d'un entretien personnel ;
- au cours de son entretien, la requérante a été concise et certaines de ses déclarations ont été mal comprises ;

¹ Requête, p. 3

² Pour les motifs détaillés de la décision attaquée, voyez *supra* point 2

³ Requête, p. 3

- la requérante ne peut pas donner plus d'informations qu'elle n'en possède ;
- elle a dû organiser son voyage, raison pour laquelle elle n'a pas pu quitter immédiatement l'Angola.

La partie requérante revient ensuite longuement sur le statut de la femme en Angola, dans une société patriarcale qui tend à banaliser les violences conjugales. Compte tenu de ce contexte, elle affirme que les femmes n'ont aucune confiance en la justice et préfère ne pas porter plaintes lorsqu'elles sont victimes de violences.

11. En l'espèce, le Conseil constate que la décision attaquée développe les motifs de droit et de fait qui l'amènent à rejeter la demande de protection internationale de la partie requérante. Cette motivation est suffisamment claire et intelligible pour lui permettre de comprendre les raisons de ce rejet, et en particulier pourquoi la partie défenderesse estime que ses déclarations et les documents qu'elle produit ne sont pas de nature à convaincre de la réalité des faits allégués et du bienfondé des craintes de persécution et risques d'atteintes graves invoqués. Dès lors, le Conseil considère que la décision attaquée est formellement motivée, conformément aux articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

12. Quant au fond, le Conseil constate que le débat entre les parties porte avant tout sur l'établissement des faits invoqués par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale.

12.1. A cet égard, au vu des éléments du dossier administratif, le Conseil constate d'emblée que la demande de protection internationale de la partie requérante a été correctement instruite par la partie défenderesse et que celle-ci a évalué cette demande individuellement, objectivement et impartialement.

12.2. Ensuite, le Conseil rappelle la teneur de son ordonnance avant dire-droit prise le 29 janvier 2026 en application de l'ancien article 39/73 de la loi du 15 décembre 1980 :

« La décision attaquée rejette la demande de protection internationale de la partie requérante en raison notamment de l'absence de crédibilité du récit.

La requête ne semble développer à cet égard aucun moyen susceptible d'établir la réalité des faits évoqués ni, *a fortiori*, le bien fondé des craintes et risques qui en dérivent. Or, le grief soulevé est pertinent et suffit en l'espèce à motiver le rejet de la demande de protection internationale, dès lors que le défaut de crédibilité du récit de la partie requérante empêche de conclure à l'existence dans son chef d'une raison de craindre d'être persécutée ou d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

Il n'apparaît dès lors plus nécessaire d'examiner plus avant les autres motifs de la décision attaquée et les arguments de la requête y afférents, un tel examen ne pouvant en toute hypothèse pas induire une autre conclusion.

Au vu de ce qui précède, la partie requérante ne paraît pas en mesure d'établir qu'elle a des raisons de craindre d'être persécutée ou qu'elle encourt un risque réel de subir des atteintes graves en cas de retour dans son pays d'origine »⁴.

12.3. Entendue à sa demande conformément à l'ancien article 39/73, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, la partie requérante se contente, lors de l'audience du 22 mai 2026, de se référer à sa requête et d'insister sur certains éléments que celle-ci développe.

13. Pour sa part, le Conseil estime que la requête – qui se limite en substance à rappeler certaines des précédentes déclarations et explications de la partie requérante et à critiquer l'appréciation de la partie défenderesse sur son récit – n'apporte aucun argument suffisamment convaincant qui permettrait de renverser les motifs de la décision attaquée.

13.1. En effet, la partie requérante fait valoir que le récit de la requérante repose sur des faits pour lesquels il est difficile de produire des preuves documentaires⁵.

Le Conseil rappelle néanmoins, à l'instar de la partie défenderesse, qu'aucun élément important du récit présenté par la requérante n'est étayé par le moindre élément de preuve, que se soit sa relation avec son ancien compagnon, la profession de colonel de ce dernier, les menaces et recherches supposément lancées

⁴ Dossier de la procédure, pièce 5

⁵ Requête, p. 4

à son encontre, la volonté de son ancien compagnon de la voir quitter ses propriétés, le fait qu'il se soit remis en couple, les accusations de sorcellerie qui pèsent sur elle, son séjour chez E., ou encore la situation actuelle de son fils cadet.

En outre, le Conseil ne peut se satisfaire de ces seules explications dans la mesure où la requérante ne fait pas état d'une quelconque démarche qu'elle aurait concrètement entreprise afin d'obtenir les éléments de preuves relatifs aux faits susmentionnés. Le Conseil estime qu'une telle attitude immobiliste est difficilement compatible avec celle d'une personne qui craint réellement d'être persécutée et ne permet donc pas de juger crédible les événements à l'origine de la crainte alléguée par la requérante. De plus, à la lecture du dossier administratif et du dossier de la procédure, le Conseil estime qu'il n'est pas permis de conclure que la requérante se trouverait dans l'impossibilité totale de se procurer les documents probants qui sont attendus de sa part. Le Conseil relève à cet égard que la requérante a encore des contacts avec son fils cadet, son ami E. ou encore les frères de l'Eglise⁶. Finalement, le Conseil ne peut que constater que la requérante n'apporte aucune explication concrète et pertinente de nature à justifier l'absence de document probant qui lui est reprochée.

13.2. Ensuite, la partie requérante considère que la requérante a été suffisamment précise et circonstanciée au cours de son audition.

Le Conseil ne partage pas cette appréciation et considère que les déclarations de la requérante, en ce qu'elles sont entachées de nombreuses incohérences, imprécisions et contradictions, empêchent de conclure à la crédibilité de son récit. Dans sa requête, la partie requérante reste en défaut d'apporter le moindre élément probant ou le moindre élément d'appréciation nouveau, de nature à renverser ces motifs pertinents de la décision attaquée.

Du reste, le Conseil observe que la décision entreprise ne repose pas uniquement sur l'absence de déclarations précises et circonstanciées mais également sur une série d'invéraisemblances qui, ensemble, affectent la crédibilité générale des faits allégués.

13.3. Quant aux informations générales reproduites et/ou jointes à la requête ainsi que certaines de celles citées dans la note complémentaire déposée à l'audience⁷ relatives aux violences à l'encontre des femmes dans la société angolaise et aux difficultés de celles-ci à solliciter l'aide des autorités, le Conseil constate qu'elles sont inopérantes en l'espèce. En effet, la contextualisation des problèmes de la requérante ne saurait venir pallier l'inconsistance manifeste de ses déclarations. Une telle contextualisation ne peut servir que pour établir le caractère éventuellement fondé de la crainte de la requérante et son rattachement aux critères de la Convention de Genève, ce qui présuppose que les faits soient établis. Ainsi, en l'espèce, ces informations manquent de toute pertinence puisqu'en tout état de cause l'inconsistance générale des propos de la requérante, couplée à l'absence de tout commencement de preuve, empêchent de croire que la requérante a réellement été menacée par son ancien compagnon.

13.4. Le Conseil considère en outre que le bénéfice du doute sollicité par la partie requérante ne peut lui être accordé. En effet, en application de l'ancien article 48/6, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, « *lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres* », le bénéfice du doute est accordé « *lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies* :

- a) *le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;*
- b) *tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;*
- c) *les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;*
- d) *le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait ;*
- e) *la crédibilité générale du demandeur a pu être établie* ».

Les termes de cette disposition sont désormais repris, quasiment à l'identique, et à l'exception du point d) qui a été supprimé, à l'article 4, §5 du Règlement Qualification, qui se lit en ces termes :

« *Lorsqu'un ou plusieurs aspects particuliers des déclarations du demandeur ne sont pas étayés par des preuves documentaires ou autres, aucune preuve supplémentaire n'est requise concernant les aspects en question lorsque les conditions suivantes sont remplies:*

- a) *le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande de protection internationale;*
- b) *tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été soumis et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants;*

⁶ Notes de l'entretien personnel, p. 7

⁷ Dossier de la procédure, pièce 10

c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande;
d) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie, compte tenu, entre autres, de la date à laquelle le demandeur a demandé une protection internationale ».

Le Conseil estime qu'en l'espèce les conditions énoncées ci-dessus ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la requérante le bénéfice du doute, tel qu'il est prévu par l'article 4, §5 du Règlement Qualification.

13.5. Quant aux documents déposés au dossier administratif, le Conseil se rallie à l'analyse pertinente qui a été faite par la partie défenderesse de la force probante de ces documents et constate que, dans son recours, la partie requérante ne critique pas du tout cette analyse et ne livre aucun élément d'appréciation nouveau susceptible de la mettre à mal.

S'agissant de la photographie qui est censée représenter l'ancien compagnon de la requérante en tenue militaire, le Conseil observe que la qualité de cette reproduction est très mauvaise, outre qu'elle n'a aucune force probante dès lors que le Conseil ne dispose d'aucune garantie quant à l'identité de la personne photographiée et quant aux circonstances dans lesquelles le cliché a été pris.

Enfin, les différents documents médicaux déposés indiquent que la requérante est suivie en Belgique pour différentes pathologies, que ce soit en chirurgie orthopédique ou en gastro-entérologie. Elle est par ailleurs porteuse d'une prothèse de hanche. Ces documents n'ont aucun lien avec les motifs exposés par la requérante à l'appui de sa demande de protection internationale. Le Conseil relève pour le surplus que certains renseignements mentionnés dans ces attestations contredisent les informations livrées par la requérante elle-même à l'appui de sa demande, comme le fait qu'elle a déclaré, lors de son hospitalisation du 4 au 25 février 2025, être veuve.

14. Au vu des constats qui précèdent et dès lors que la partie requérante n'a fourni, dans le cadre de sa demande d'être entendue, aucun élément d'appréciation nouveau, consistant et concret pour établir la réalité des faits invoqués à l'appui de sa demande, le Conseil confirme qu'il se rallie entièrement aux motifs de la décision attaquée et qu'il les juge pertinents pour démontrer l'absence de crédibilité des faits invoqués. Ces motifs suffisent dès lors pour conclure que la partie requérante ne démontre ni l'existence d'une raison de craindre d'être persécutée ni l'existence d'un risque réel de subir des atteintes graves, à raison des faits qu'elle allègue.

Par ailleurs, le Conseil constate que la partie requérante ne développe aucune argumentation qui permette de considérer que la situation en Angola, correspondrait actuellement à un contexte de violence aveugle dans le cadre d'un conflit armé interne ou international au sens de l'article 15, c) du Règlement Qualification, désormais d'application. A cet égard, le Conseil considère que les documents généraux joints à la note complémentaire déposée à l'audience ne permettent pas une autre appréciation⁸. Le Conseil n'aperçoit, pour sa part, aucune indication de l'existence de sérieux motifs de croire qu'elle serait exposée, en cas de retour en Angola, à un risque réel d'y subir des atteintes graves au sens dudit article.

15. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 3, 5) du Règlement Qualification, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait, en cas de retour dans son pays, un risque réel d'atteintes graves au sens de l'article 3, points 2) et 6), du Règlement Qualification, lu conjointement avec l'article 15 du même Règlement.

16. Les considérations qui précèdent rendent inutile un examen plus approfondi des motifs de la décision attaquée et des moyens de la requête, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion quant au fond de la demande. Le Conseil rappelle à cet égard que, dans le cadre de la compétence de pleine juridiction qu'il exerce au contentieux de l'asile, il est amené à soumettre l'ensemble du litige à un nouvel examen et à se prononcer par un arrêt dont les motifs lui sont propres et qui se substitue intégralement à la décision attaquée. Il en résulte que l'examen des vices éventuels affectant cette dernière au regard des règles invoquées en termes de moyen, a perdu toute pertinence.

17. Au demeurant, le Conseil, n'apercevant aucune irrégularité substantielle qu'il ne saurait réparer et estimant disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires, a rejeté la demande de protection internationale. Il n'y a donc pas lieu de répondre favorablement à la demande d'annulation de la décision attaquée formulée dans le recours.

⁸ Dossier de la procédure, pièce 10

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1^{er}

La partie requérante n'est pas reconnue réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le trente juillet deux mille vingt-six par :

J.-F. HAYEZ,

président de chambre,

A. M'RABETH,

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

A. M'RABETH

J.-F. HAYEZ